

NATIONAL CAPITAL COMMISSION  
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

**RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LA PÉRIODE  
TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Canada

## TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion et analyse.....	3
Analyse des résultats d'une année à l'autre.....	3
Analyse budgétaire.....	4
Utilisation des crédits parlementaires.....	5
Dépenses d'immobilisations corporelles.....	6
Analyse du risque.....	6
Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes.....	8
Déclaration de responsabilité de la direction.....	9
État de la situation financière.....	10
État des résultats et de l'excédent accumulé.....	11
État de la variation des actifs financiers nets.....	12
État des flux de trésorerie.....	13
Notes afférentes aux états financiers trimestriels.....	14

## **RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Les résultats financiers pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 2017 ont résulté en un surplus net de 8,8 millions de dollars. Le surplus s'explique principalement par des différences temporelles quant à la réception et à l'utilisation des crédits parlementaires et des éléments non récurrents, tel que les recouvrements. Les revenus et les dépenses d'exploitation récurrents sont conformes au budget. Les investissements en immobilisations sont également demeurés conformes au plan.

L'excédent net comprend un montant de 10,0 millions de dollars représentant la différence entre les crédits parlementaires pour les immobilisations perçus et la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles. Cet excédent a été partiellement contrebalancé par un déficit d'exploitation de 1,2 million de dollars principalement attribuable à des dépenses imprévues liées aux inondations printanières et à des conditions météorologiques extrêmes cet automne.

### **A. Analyse des résultats d'une année à l'autre**

Les revenus ont augmenté de 6,8 millions de dollars, ou 24,3 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. L'écart favorable est principalement attribuable à la hausse des recouvrements de 3,3 millions de dollars, la hausse de 1,3 million d'autres revenus et à la hausse des frais d'accès aux usagers de 1,1 million de dollars, tel que décrit ci-dessous :

- Les opérations de location et servitudes ont augmenté de 0,9 million de dollars, ou 5,5 p. 100 pour atteindre 17,8 millions de dollars;
- Les frais d'accès aux usagers ont augmenté de 1,1 million de dollars, ou 63,4 p. 100 pour atteindre 2,8 millions de dollars en raison de l'amélioration du processus d'enregistrement des frais en 2016-2017, ce qui a donné lieu à une information financière plus précise et en temps opportun par rapport à l'année précédente. L'écart devrait se résorber d'ici à la fin de l'année;
- La sous-location du siège social est comparable à l'an dernier et a atteint 1,6 million de dollars;
- Les revenus d'intérêts sont comparables à l'an dernier et ont atteint 1,4 million de dollars;
- Les recouvrements ont augmenté de 3,3 millions de dollars, ou 62,5 p. 100 pour atteindre 8,6 millions de dollars, principalement en raison du financement enregistré pour le Monument national de l'Holocauste et autres projets à Rideau Hall;
- Les commandites monétaires ont augmenté pour atteindre 0,2 million de dollars; et
- Les autres revenus ont augmenté de 1,3 million de dollars, ou 141,7 p. 100 pour atteindre 2,2 millions de dollars, principalement en raison de contributions liés au projet de réfection de l'aménagement de l'entrée principale de Rideau Hall et au projet de développement du parc linéaire, Sir John A. Macdonald.

Les charges d'exploitation ont augmenté de 6,3 millions de dollars, ou 6,3 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats par programmes sont les suivants :

- L'intendance et protection de la capitale a augmenté de 5,1 millions de dollars, ou 7,7 p. 100, pour atteindre 70,4 millions de dollars. L'augmentation est principalement en raison des projets de commémorations et de réhabilitation;
- L'aménagement de la capitale a augmenté de 0,3 million de dollars, ou 12,7 p. 100, pour atteindre 3,0 millions de dollars en raison de la hausse aux salaires et avantages sociaux en support des célébrations du sesquicentenaire du Canada;
- Les services internes ont augmenté de 0,9 million de dollars, ou 3,9 p. 100, pour atteindre 24,5 millions de dollars.

Le financement provenant du gouvernement du Canada par l'entremise des crédits parlementaires a augmenté de 6,5 millions de dollars, ou 10,0 p. 100 comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats en fonction des principales catégories de crédits parlementaires sont les suivants :

- Les crédits pour les charges d'exploitation ont augmenté de 3,0 millions de dollars, ou 6,6 p. 100, pour atteindre 49,5 millions de dollars;
- Les crédits pour les immobilisations corporelles ont augmenté de 3,5 millions de dollars, ou 18,2 p. 100, pour atteindre 22,5 millions de dollars.

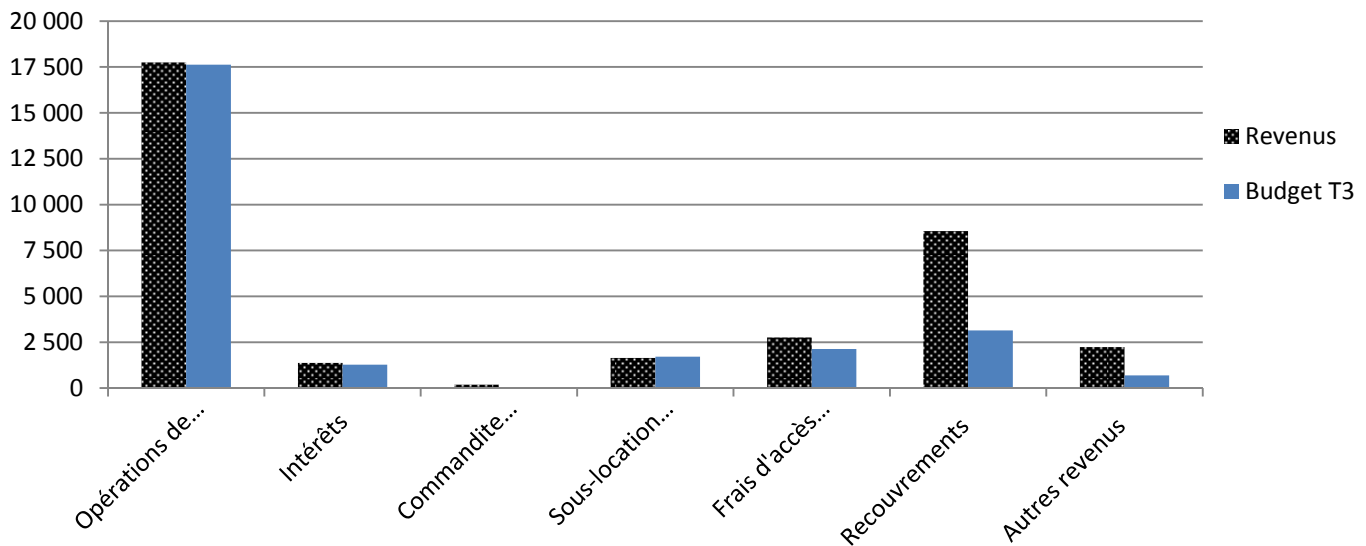
La période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017 a donné lieu à un excédent de 8,8 millions de dollars, comparativement à l'excédent de 1,8 million de dollars pour la même période l'an dernier. L'écart s'explique principalement par des différences temporaires liées à la réception et à l'utilisation des crédits parlementaires et des revenus d'autres sources reçus en 2017-2018.

## B. Analyse budgétaire

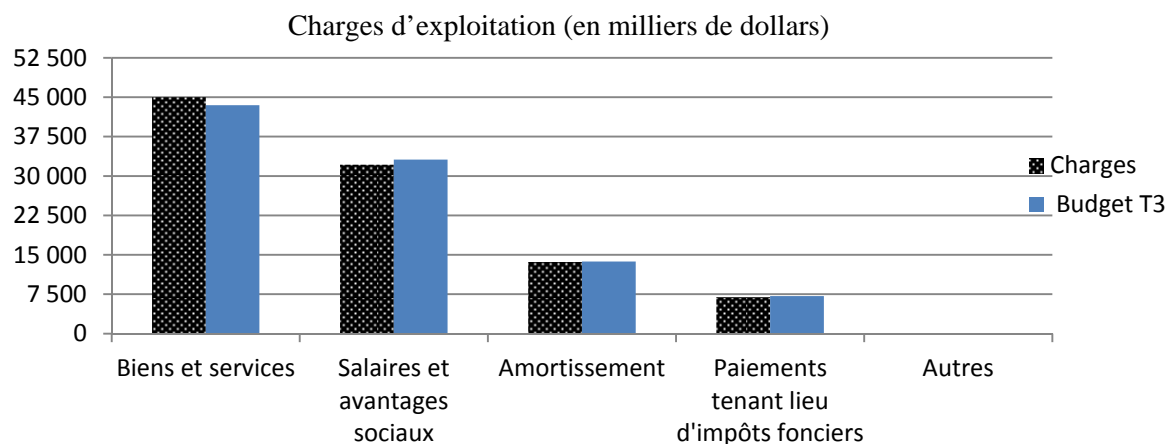
Le budget des revenus pour l'exercice 2017-2018 comprend des éléments exceptionnels tels que les recouvrements pour la construction de commémorations dont 8,6 millions de dollars qui ont été reconnus comme revenus à la fin du troisième trimestre, incluant 2,6 millions de dollars qui était prévu l'année précédente. Par conséquent, les revenus non-récurrents ont atteint presque trois fois le budget annuel. Les revenus récurrents totalisent 26,0 millions de dollars ou 80,0 p. 100 du budget annuel au 31 décembre 2017.

Le tableau suivant présente les revenus comparativement au budget T3. Les écarts les plus significatifs sont les recouvrements et autres revenus qui sont supérieures au budget en raison de recouvrements non planifié pour les monuments commémoratifs, ainsi que des contributions liés à divers autres projets. Les frais d'accès aux usagers sont également plus élevés que le budget.

Revenus par type (en milliers de dollars)



Le tableau suivant présente les charges d'exploitation de 97,8 millions de dollars comparativement au budget T3 de 97,4 millions de dollars. L'écart est principalement attribuable au calendrier des dépenses relatives à la construction de monuments commémoratifs et à des projets en fonctionnement, ainsi que le remodelage à l'année 2019-2020 d'un montant de 2,3 millions de dollars pour le projet Bayview dans le cadre du plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCF). De plus, les salaires affichent un surplus de 0,9 million de dollars par rapport au budget T3 en raison de postes vacants.



### C. Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement de différentes sources: les crédits parlementaires, les opérations de location et servitudes, les revenus de placements, les frais d'accès aux usagers, les recouvrements de coûts, les gains nets sur la cession d'immobilisation corporelle et les autres revenus. La CCN prélève ses crédits parlementaires en fonction de la prévision des dépenses telle que fournie au ministre du Patrimoine canadien. Puisque les dépenses ne sont pas liées à une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus et à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas pertinente.

La CCN a reçu 72,1 millions de dollars, ou 78,4 p. 100 de son financement en appropriations prévu pour la période terminée le 31 décembre 2017. Les prélèvements de crédits parlementaires sont fondés sur les dépenses prévues. Le tableau ici-bas démontre la prévision des crédits parlementaires par vote.

Les crédits parlementaires de la CCN par vote (milliers de dollars)

Crédits parlementaires	Budget annuel	Crédits parlementaires enregistrés	% Reconnus	Budget supplémentaire des dépenses	Prévision d'ici mars 2018
Crédits pour les charges d'exploitation	67 591	49 542	73,3%	-	18 049
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	(2 236)	(2 236)
<i>sous-total</i>	67 591	49 542	73,3%	(2 236)	15 813
Crédits pour les immobilisations corporelles	24 305	22 515	92,6%	-	1 790
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	(805)	(805)
<i>sous-total</i>	24 305	22 515	92,6%	(805)	985
<b>Total</b>	<b>91 896</b>	<b>72 057</b>	<b>78,4%</b>	<b>(3 041)</b>	<b>16 798</b>

Des détails additionnels concernant les crédits parlementaires se trouvent dans les états financiers trimestriels de la CCN au 31 décembre 2017 (note 10).

## **D. Dépenses d'immobilisations corporelles**

Les investissements selon les principales catégories de dépenses d'immobilisations corporelles sont les suivants :

- Les investissements dans les routes et ponts étaient de 1,2 million de dollars, ou 37,0 p. 100 du budget.
- Les propriétés historiques étaient de 11,2 millions de dollars, ou 309,0 p. 100 du budget;
  - Cela inclut principalement les travaux importants effectués à l'avant-cour de Rideau Hall et à la maison O'Brien, les deux projets sont différés de 2015- 2016;
- Les propriétés locatives étaient de 1,6 million de dollars, ou 51,7 p. 100 du budget;
  - Cela inclut le redéveloppement du 7, rue Clarence;
- Les propriétés de développement étaient de 0,5 million de dollars, ou 110,5 p. 100 du budget;
- Les actifs verts étaient de 2,5 millions de dollars, ou 39,3 p. 100 du budget;
- Les autres projets étaient de 1,6 million de dollars, ou 22,3 p. 100 du budget;
  - Cela inclut principalement les coûts de gestion de projets;
- Les dépenses en équipements étaient de 0,3 million de dollars, ou 41,1 p. 100 du budget;
- Les acquisitions de biens-fonds complétées au cours de la période totalisent 2,1 millions de dollars (budget annuel : 3 millions de dollars).

## **E. Analyse du risque**

La CCN a adopté un cadre de gestion des risques d'entreprise qui officialise son approche en la matière. Elle applique ce cadre dans la prise des décisions, la gestion des projets et la planification. La gestion des risques d'entreprise est intégrée dans le cycle de planification et de reddition de comptes de la CCN par le truchement d'un exercice visant à établir le profil de risque. Cet exercice aide à cibler les principaux risques auxquels l'organisme est confronté et les mesures visant à contrer les risques pour la période de planification. Les risques d'entreprise sont directement liés au rendement de l'organisme et aux tendances à risque, et l'efficacité des mesures visant à contrer les risques fait l'objet de rapports trimestriels au conseil d'administration.

Dans le cadre de l'exercice annuel d'identification des risques de son profil de risque d'entreprise, la CCN a cerné quatre principaux risques interdépendants qui sont susceptibles d'avoir une incidence considérable sur elle pendant la période de planification :

### **Capacité financières**

Dans un contexte d'affaires financièrement difficile, la CCN court le risque de ne pouvoir maintenir assez de ressources pour entretenir et gérer efficacement ses actifs et réaliser ses priorités.

Dans le cadre des mesures visant à contrer les risques liés à la capacité financière, la CCN fera ce qui suit :

- continuer de bonifier les processus et d'optimiser les opérations;
- évaluer le meilleur usage des ressources disponibles pour réaliser les priorités;
- demander du financement pour s'occuper de l'entretien différé des actifs dans le cadre de la gestion du cycle de vie afin de voir à ce que les actifs soient adéquatement entretenus;
- mettre en œuvre des plans pour accroître les revenus et optimiser les biens fonciers.

### **Capacité des ressources humaines**

Dans un marché de travail de plus en plus concurrentiel, il y a un risque que la CCN soit incapable de recruter, de former et de retenir une main-d'œuvre compétente et diversifiée afin de mener à bien ses activités et de gérer ses biens efficacement.

Dans le cadre des mesures visant à contrer les risques liés à la capacité des ressources humaines, la CCN fera ce qui suit :

- améliorer la planification et le suivi des ressources humaines pour recruter, gérer et retenir une main-d'œuvre talentueuse;
- veiller à ce que la main-d'œuvre soit représentative de la population canadienne;
- mettre en place des outils pour conserver la mémoire organisationnelle;
- offrir de la formation et du développement professionnels répondant aux besoins de formation du personnel et aux objectifs de planification de la relève;
- élaborer et mettre en œuvre des stratégies visant à réduire la charge de travail du personnel et à améliorer les conditions et l'environnement de travail.

### **Influence et réputation**

La collaboration et l'adhésion sont essentielles pour concrétiser la vision commune de la région de la capitale du Canada. Il y a un risque que la CCN ne puisse avoir assez d'influence dans la région, et donc, qu'elle ne puisse obtenir l'appui nécessaire à la réalisation des objectifs du gouvernement fédéral. La réputation de la CCN affecte aussi son influence auprès des intervenants, des partenaires et du public.

Dans le cadre des mesures visant à contrer les risques liés à l'influence et à la réputation, la CCN fera ce qui suit :

- continuer de mobiliser le public et les intervenants et mettre en œuvre des communications solides et proactives;
- exercer une influence proactive sur les projets d'urbanisme et d'aménagement et ceux axés sur la capitale;
- continuer d'entretenir des relations proactives avec les médias et d'assurer leur participation;
- conclure et tirer parti de partenariats et de réseaux stratégiques, y compris du conseil d'administration et des maires d'Ottawa et de Gatineau, pour faire avancer les objectifs de la CCN pour la région;
- continuer de faire avancer les objectifs d'ouverture et de transparence;
- continuer de surveiller la réputation de la CCN et de faire un suivi;
- rester à l'écoute des besoins des usagers et simplifier les processus dans le but d'offrir des services à la clientèle conformes aux critères d'excellence de la CCN.

### **Sécurité**

La sécurité est devenue une importante priorité du gouvernement et la CCN lui accorde la plus haute importance dans la réalisation de son mandat. Il y a un risque que la CCN soit incapable d'assurer la sécurité de ses biens fonciers et immobiliers et de leurs usagers, de même que celle de ses opérations et de son personnel.

Dans le cadre des mesures visant à contrer les risques liés à la sécurité, la CCN fera ce qui suit :

- continuer d'inspecter régulièrement les biens fonciers et les actifs;
- veiller à ce que les politiques et les procédures concernant la sécurité dans l'organisme de même que la santé et la sécurité au travail soient à jour;
- s'assurer que des plans de continuité des activités et de reprise après catastrophe sont en place et à jour;
- identifier les infrastructures essentielles et veiller à ce que l'on évalue les menaces et les risques;
- entretenir et gérer une infrastructure de sécurité des TI pertinente et à jour, et offrir au personnel une formation sur la sensibilisation à la sécurité;
- continuer de participer aux initiatives et aux comités sur la planification de la sécurité du gouvernement du Canada.

## **F. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes**

Aucun changement important n'est survenu lors de les trois mois se terminant le 31 décembre 2017 quant aux activités de la CCN et à ses programmes.



# États financiers non audités

## Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2017

### Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,



Mark Kristmanson, Ph.D.

Le directeur général, Services généraux et  
Chef des services financiers,



Michel Houle, CPA, CMA

Ottawa, Canada  
Le 27 février 2018

**COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**  
**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)**  
(en milliers de dollars)

	31 décembre 2017	31 mars 2017
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	78 338	82 541
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail (note 4)	63 707	63 105
Créances		
Ministères et organismes fédéraux	8 768	5 837
Autres	5 405	5 265
Placements (note 3)	19 197	19 114
	<b>175 415</b>	<b>175 862</b>
<b>PASSIFS</b>		
Créditeurs et charges à payer		
Ministères et organismes fédéraux	1 408	1 879
Autres	17 204	19 908
Train léger sur rail (note 4)	59 551	59 583
Provision pour nettoyage environnemental	50 922	50 831
Revenus reportés (note 5)	15 195	16 355
Avantages sociaux futurs (note 6)	8 695	8 921
Autres passifs (note 7)	8 319	7 358
	<b>161 294</b>	<b>164 835</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>	<b>14 121</b>	<b>11 027</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations corporelles (note 8)	634 863	627 107
Frais payés d'avance	590	2 522
Autres actifs non financiers	1 261	1 394
	<b>636 714</b>	<b>631 023</b>
<b>EXCÉDENT ACCUMULÉ</b>	<b>650 835</b>	<b>642 050</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

**COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE**  
**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)**  
(en milliers de dollars)

	2017-2018	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	Budget annuel	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre
	(note 2)	2017	2016	2017	2016
<b>REVENUS</b>					
Opérations de location et servitudes	23 504	6 089	5 280	17 761	16 835
Intérêts	1 703	506	437	1 378	1 309
Commandites monétaires	-	-	-	196	80
Sous-location du siège social	2 277	510	570	1 649	1 684
Frais d'accès aux usagers	2 843	1 067	286	2 771	1 696
Recouvrements	4 185	1 615	1 658	8 562	5 269
Autres revenus	923	744	546	2 245	929
	<b>35 435</b>	<b>10 531</b>	<b>8 777</b>	<b>34 562</b>	<b>27 802</b>
<b>CHARGES (note 9)</b>					
Aménagement de la capitale	5 372	1 018	1 019	2 953	2 621
Intendance et protection de la capitale	88 417	22 527	22 772	70 404	65 386
Services internes	35 713	8 402	8 247	24 477	23 568
	<b>129 502</b>	<b>31 947</b>	<b>32 038</b>	<b>97 834</b>	<b>91 575</b>
<b>Déficit avant le financement du gouvernement du Canada</b>	<b>(94 067)</b>	<b>(21 416)</b>	<b>(23 261)</b>	<b>(63 272)</b>	<b>(63 773)</b>
<b>Financement du gouvernement du Canada</b>					
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 10)	67 591	17 936	16 903	49 542	46 480
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 10)	24 305	9 675	6 836	22 515	19 045
	<b>91 896</b>	<b>27 611</b>	<b>23 739</b>	<b>72 057</b>	<b>65 525</b>
<b>Excédent de la période</b>	<b>(2 171)</b>	<b>6 195</b>	<b>478</b>	<b>8 785</b>	<b>1 752</b>
<b>Excédent accumulé au début de la période</b>	<b>645 106</b>	<b>644 640</b>	<b>649 380</b>	<b>642 050</b>	<b>648 106</b>
<b>Excédent accumulé à la fin de la période</b>	<b>642 935</b>	<b>650 835</b>	<b>649 858</b>	<b>650 835</b>	<b>649 858</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

**COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON AUDITÉ)**

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le		
	2017-2018	31 décembre	31 décembre		
	Budget annuel	2017	2016	2017	2016
	(note 2)				
<b>Excédent de la période</b>	<b>(2 171)</b>	<b>6 195</b>	<b>478</b>	<b>8 785</b>	<b>1 752</b>
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 8)	(25 890)	(7 020)	(9 626)	(21 425)	(21 447)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 8)	18 924	4 717	4 340	13 664	12 804
(Gain net) perte nette sur la cession d'immobilisations corporelles	-	(3)	110	1	112
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	4	-	4	-
	<b>(6 966)</b>	<b>(2 302)</b>	<b>(5 176)</b>	<b>(7 756)</b>	<b>(8 531)</b>
Variation des frais payés d'avance	1 151	2 173	3 591	1 932	(1 368)
Variation des autres actifs non financiers	177	44	45	133	134
	<b>1 328</b>	<b>2 217</b>	<b>3 636</b>	<b>2 065</b>	<b>(1 234)</b>
<b>Augmentation (Diminution) des actifs financiers nets</b>	<b>(7 809)</b>	<b>6 110</b>	<b>(1 062)</b>	<b>3 094</b>	<b>(8 013)</b>
<b>Actifs financiers nets au début de la période</b>	<b>(4 805)</b>	<b>8 011</b>	<b>28 079</b>	<b>11 027</b>	<b>35 030</b>
<b>Actifs financiers nets à la fin de la période</b>	<b>(12 614)</b>	<b>14 121</b>	<b>27 017</b>	<b>14 121</b>	<b>27 017</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

**COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**  
**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre		31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires				
pour les charges d'exploitation	17 935	11 576	50 038	45 135
Rentrées de fonds provenant des opérations de location et servitudes	5 687	5 316	15 725	17 705
Rentrées de fonds provenant des autres activités	940	828	10 973	6 758
Paiements aux fournisseurs	(14 913)	(12 572)	(49 973)	(46 504)
Paiements aux employés	(10 850)	(9 396)	(32 614)	(28 404)
Intérêts reçus	682	626	1 667	1 647
Déboursés relatifs à la gestion et à l'assainissement de sites	(253)	(203)	(911)	(599)
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation</b>	<b>(772)</b>	<b>(3 825)</b>	<b>(5 095)</b>	<b>(4 262)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>				
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour				
les immobilisations corporelles	9 675	4 564	22 905	18 045
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles	(7 147)	(9 700)	(21 636)	(17 534)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	3	-	4	-
Déboursés pour le nettoyage environnemental	(4)	(50)	(65)	(399)
<b>Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement en immobilisations</b>	<b>2 527</b>	<b>(5 186)</b>	<b>1 208</b>	<b>112</b>
<b>ACTIVITÉS DE PLACEMENT</b>				
Rentrées de fonds pour le projet de train léger sur rail	241	158	602	473
Acquisition de placements	(763)	(437)	(1 208)	(839)
Encaissement de placements	350	251	892	454
<b>Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de placement</b>	<b>(172)</b>	<b>(28)</b>	<b>286</b>	<b>88</b>
<b>Augmentation (Diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>1 583</b>	<b>(9 039)</b>	<b>(3 601)</b>	<b>(4 062)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>140 462</b>	<b>160 090</b>	<b>145 646</b>	<b>155 113</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>142 045</b>	<b>151 051</b>	<b>142 045</b>	<b>151 051</b>
<b>Représentés par :</b>				
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>78 338</b>	<b>88 102</b>	<b>78 338</b>	<b>88 102</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail</b>	<b>63 707</b>	<b>62 949</b>	<b>63 707</b>	<b>62 949</b>
	<b>142 045</b>	<b>151 051</b>	<b>142 045</b>	<b>151 051</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour la période terminée le 31 décembre 2017

---

## 1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale* (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la *Loi sur la capitale nationale* (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. Elle a constitué le Fonds Canadiana afin d'encourager la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des événements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN a satisfait aux exigences de la directive en 2015-2016.

## 2. Conventions comptables importantes

### MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) et respectent les conventions ci-dessous.

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2017 ainsi qu'avec les états financiers du premier et deuxième trimestre.

L'état de la situation financière comprend les actifs financiers et non financiers. Les actifs non financiers, normalement utilisés pour fournir des services futurs sont imputés aux charges par l'entremise de l'amortissement ou lors de leur utilisation. Les actifs non financiers ne sont pas pris en considération au moment de déterminer les actifs financiers nets, mais sont ajoutés aux actifs financiers nets pour déterminer l'excédent accumulé.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers.

### Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées aux titres d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date des états financiers ainsi que sur les montants présentés aux titres de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour la période terminée le 31 décembre 2017

immobilisations corporelles, les échanges de terrain non réglés, les provisions pour nettoyage environnemental, les avantages sociaux futurs, la réduction de valeur des immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites. Les résultats réels peuvent différer de façon significative de ces estimations.

### Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2017-2018, présentées dans le *Plan d'entreprise 2017-2018 à 2021-2022*, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets.

### 3. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

La politique de la CCN est d'investir les excédents de trésorerie dans des certificats de placement garanti, des acceptations bancaires, des billets garantis, des dépôts à terme et des titres du gouvernement du Canada, d'un gouvernement provincial ou d'une autorité municipale. Ces catégories de placements sont achetées auprès d'un membre de l'Association canadienne des paiements et ils sont tous remboursables à court préavis.

#### A. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 31 décembre 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 78,3 millions de dollars (82,5 millions au 31 mars 2017) d'encaisse, investis à un taux d'intérêt moyen pondéré de 1,4 p. 100 (1,1 p. 100 au 31 mars 2017).

#### B. PLACEMENTS

Au 31 décembre 2017, les placements de portefeuille à long terme incluent des titres de gouvernements provinciaux totalisant 19,2 millions de dollars (19,1 millions au 31 mars 2017) investis à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 3,7 p. 100 (3,7 p. 100 au 31 mars 2017).

(en milliers de dollars)	31 décembre 2017		31 mars 2017	
	Coût	Cours du marché	Coût	Cours du marché
Gouvernements provinciaux	19 197	19 809	19 114	20 241
	<b>19 197</b>	<b>19 809</b>	<b>19 114</b>	<b>20 241</b>

#### C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 31 décembre 2017, parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie, 35,3 millions de dollars (37,1 millions au 31 mars 2017) sont inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est soumise à des restrictions ou qui ont été réservés à un usage particulier.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour la période terminée le 31 décembre 2017

### 4. Train léger sur rail

Le tableau suivant présente le solde des sommes reçues au 31 décembre 2017, ainsi que les intérêts gagnés pour la période. Des intérêts de 0,6 million de dollars (0,5 million au 31 décembre 2016) ont été comptabilisés et se retrouvent dans le poste d'actifs financiers « Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail » et le poste de passifs « Train léger sur rail ».

Le poste d'actifs financiers « Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail » est composé des éléments suivants :

(en milliers de dollars)

	31 mars 2017	Intérêts	31 décembre 2017
Dépôt de garantie	51 519	492	<b>52 011</b>
Dépôt d'exécution	11 586	110	<b>11 696</b>
<b>Total</b>	<b>63 105</b>	<b>602</b>	<b>63 707</b>

Au 31 décembre 2017, la CCN a reconnu des revenus qui totalisent 0,6 million de dollars (0,6 million au 31 décembre 2016) afin que la Ville puisse accéder aux propriétés du train léger sur rail, et ce, pour une durée limitée. Le poste de passif « Train léger sur rail » totalise 59,6 millions de dollars (59,6 millions au 31 mars 2017).

### 5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

(en milliers de dollars)

	31 décembre 2017	31 mars 2017
Revenus de location reportés	7 274	7 920
Revenus de servitude et permission d'occuper reportés	5 733	5 192
Autres revenus reportés	2 188	3 243
	<b>15 195</b>	<b>16 355</b>

Les revenus de location reportés correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de trois différents baux de location de terrains. La valeur actualisée pour les contrats en cours a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,27 p.100, 6,01 p.100 et 6,5 p.100. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2068.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour la période terminée le 31 décembre 2017

### 6. Avantages sociaux futurs

À la date de l'état de la situation financière, les renseignements relatifs aux régimes d'avantages sociaux de la CCN autres que le régime de retraite sont les suivants :

(en milliers de dollars)

	31 décembre 2017	31 mars 2017
Obligation au titre des indemnités constituées au début de la période	8 921	4 551
Coût des services rendus au cours de la période	(87)	4 596
Indemnités versées au cours de la période	(139)	(226)
<b>Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de la période</b>	<b>8 695</b>	<b>8 921</b>

#### i. Indemnités de départ et pour accidents de travail

Les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler à la signature de la convention collective, en février 2013. Les indemnités de départ au 31 décembre 2017 qui totalise 1,6 million de dollars (1,7 million au 31 mars 2017) représentent l'obligation pour les employés ayant retardé l'encaissement jusqu'à leur départ.

La CCN verse des indemnités pour accidents de travail fixées selon des prestations établies par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail de l'Ontario. La valeur de l'obligation au titre des indemnités pour accidents de travail est établie à partir des données actuarielles de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail de l'Ontario et totalise 1,2 million de dollars au 31 décembre 2017 (1,2 million au 31 mars 2017).

Ces régimes d'avantages sociaux n'étant pas capitalisés, ils ne détiennent aucun actif et présentent un déficit égal à l'obligation au titre des indemnités constituées. Les indemnités seront payées à même les crédits parlementaires futurs de la CCN et au moyen de ses autres sources de revenus.

#### ii. Indemnités de congés de maladie

L'obligation au titre des congés de maladie constitués totalise 5,9 millions de dollars au 31 décembre 2017 (5,9 millions au 31 mars 2017). La CCN a constitué une obligation quant à la prestation des congés de maladie rémunérés de ses employés. La CCN utilise une évaluation actuarielle pour ses indemnités de congé de maladie. La durée résiduelle moyenne estimative de la période de service des employés est évaluée à 12 ans.

Les hypothèses clés utilisées dans le cadre de l'évaluation actuarielle incluent un taux d'actualisation de 2,3 p. 100, ainsi qu'un taux d'augmentation de salaire économique de 2,2 p. 100 pour 2017 et 2,6 p. 100 par la suite. Un gain actuariel non amorti de 0,5 million de dollars est inclus dans l'obligation au titre des congés de maladie.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour la période terminée le 31 décembre 2017

---

### 7. Autres passifs

Les autres passifs sont composés des éléments suivants :

(en milliers de dollars)	31 décembre 2017	31 mars 2017
Incitatif de location reporté <sup>1</sup>	7 126	6 168
Échange de terrains non réglé <sup>2</sup>	1 000	1 000
Expropriation foncière non réglée <sup>3</sup>	193	190
	<b>8 319</b>	<b>7 358</b>

1. L'incitatif de location reporté représente le solde de l'ancien bail pour 0,3 million de dollars plus l'incitatif de location reporté pour le nouveau bail de 4,6 millions de dollars. De plus, 2,2 millions de dollars représente la différence de taux payés des 2 baux.

2. L'échange de terrains non réglé sera conclu lorsque les tiers impliqués seront prêts à recevoir les biens ou les services en vertu de l'entente.

3. L'expropriation foncière non réglée est payable sur demande.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour la période terminée le 31 décembre 2017

### 8. Immobilisations corporelles

(en milliers de dollars)

	COÛT				AMORTISSEMENT CUMULÉ				31 décembre 2017 Valeur comptable nette	31 mars 2017 Valeur comptable nette
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Dépense d'amortissement	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture		
Terrains <sup>1</sup>	305 896	2 272	1	308 167	-	-	-	-	308 167	305 896
Immeubles et infrastructures <sup>2</sup>	762 927	18 607	610	780 924	450 676	12 401	606	462 471	318 453	312 251
Améliorations locatives <sup>2</sup>	12 304	99	-	12 403	9 720	324	-	10 044	2 359	2 584
Matériel <sup>2</sup>	18 953	447	158	19 242	12 577	939	158	13 358	5 884	6 376
	<b>1 100 080</b>	<b>21 425</b>	<b>769</b>	<b>1 120 736</b>	<b>472 973</b>	<b>13 664</b>	<b>764</b>	<b>485 873</b>	<b>634 863</b>	<b>627 107</b>

1. Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2017) d'expropriation foncière et d'échange de terrains non réglé.

2. Le coût total des immeubles et infrastructures, améliorations locatives et matériel incluent 30,9 millions de dollars (27,7 millions au 31 mars 2017) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

3. Au 31 décembre 2017, aucun actif destiné à la vente n'a été présenté séparément (Aucun au 31 mars 2017).

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour la période terminée le 31 décembre 2017

## 9. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet :

(en milliers de dollars)	2017-2018 Budget annuel (note 2)	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
		2017	2016	2017	2016
Biens et services	57 284	14 179	15 441	45 022	43 129
Salaires et avantages sociaux	43 790	10 641	9 712	32 187	28 380
Amortissement	18 924	4 717	4 340	13 664	12 804
Paievements tenant lieu d'impôts fonciers	9 504	2 410	2 435	6 960	7 150
Perte nette sur la cession d'immobilisations corporelles	-	-	110	1	112
	<b>129 502</b>	<b>31 947</b>	<b>32 038</b>	<b>97 834</b>	<b>91 575</b>

Les antiquités, les œuvres d'art et les monuments acquis ou construits par la CCN et ceux reçus sous forme de dons par le Fonds Canadiana ou par la CCN ne sont pas comptabilisés comme immobilisations corporelles, mais plutôt comme charges, et sont inclus au poste « Biens et services ». Pour la période terminée le 31 décembre 2017, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments représentent 2,7 millions de dollars (4,6 millions au 31 décembre 2016).

## 10. Crédits parlementaires

(en milliers de dollars)	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
<b>Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation<sup>1</sup></b>				
Montant reçu durant la période	17 936	11 577	49 542	46 480
Montant reçu d'une période précédente	-	5 326	-	-
	<b>17 936</b>	<b>16 903</b>	<b>49 542</b>	<b>46 480</b>
<b>Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles<sup>2</sup></b>				
Montant reçu durant la période	9 675	4 564	22 515	19 045
Montant reçu d'une période précédente	-	2 272	-	-
	<b>9 675</b>	<b>6 836</b>	<b>22 515</b>	<b>19 045</b>
<b>Crédits parlementaires approuvés et constatés au cours de la période</b>	<b>27 611</b>	<b>23 739</b>	<b>72 057</b>	<b>65 525</b>

1. En date du 31 décembre 2017 et 2016, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2018 et 2017 totalisaient 65,4 millions et 66,4 millions de dollars respectivement.

2. En date du 31 décembre 2017 et 2016, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2018 et 2017 totalisaient 23,5 millions et 22,4 millions de dollars respectivement.